

Vu le décret n° 90-590 du 25 juillet 1990 portant ratification de la quatrième Convention ACP-CEE signée à Lomé (Togo) le 15 décembre 1989 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La quatrième Convention ACP-CEE signée à Lomé (Togo) le 15 décembre 1989 sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 2. — Les ministres des Affaires étrangères et de l'Economie et des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 juillet 1990.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

DECRET n° 90-443 du 29 mai 1990 portant application de la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre d'Etat II et des ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Economie et des Finances, de la Justice, de la Sécurité intérieure et de la Lutte contre la Drogue ;

Vu la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 89-1009 du 16 octobre 1989, portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 90-191 du 28 février 1990 ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La carte de séjour d'Etranger est délivrée par les services du ministère de la Sécurité intérieure et de la Lutte contre la Drogue.

Art. 2. — La carte de séjour d'Etranger est renouvelable chaque année. Toutefois, pour les ressortissants de la République Française, de la principauté de Monaco et de la République d'Andorre ayant au moins un an de séjour en Côte d'Ivoire, le renouvellement se fera tous les trois ans. Pour les ressortissants des pays de la CEAO et de la CEDEAO, le renouvellement se fera tous les deux ans.

Art. 3. — La présentation de la carte de séjour d'Etranger est exigée pour la réalisation des actes civils ci-après :

- Les demandes d'inscription au registre du commerce ;
- Les demandes d'établissement d'une carte grise automobile ;
- Les demandes d'obtention du permis de conduire ;
- Les demandes d'abonnement à l'eau, l'électricité, le gaz, le téléphone, à une boîte postale ;
- La perception des prestations familiales ;
- L'ouverture d'un compte bancaire, d'un compte chèque postal ou d'un livret de la Caisse nationale d'Epargne ;

- L'émission ou la réception de mandats de toutes natures
- L'établissement d'une carte de crédit délivrée par une banque ou un établissement financier.

Art. 4. — La délivrance de la carte de séjour d'Etranger est soumise à la perception d'un droit de timbre dont le montant est fixé dans les lois de Finances.

Le timbre est apposé sur l'imprimé de demande de la carte de séjour d'Etranger.

Art. 5. — Des arrêtés fixeront, autant que de besoin, les modalités pratiques d'application du présent décret notamment en ce qui concerne la forme et le contenu du formulaire de demande ainsi que ceux de la carte de séjour d'Etranger elle-même.

Art. 6. — Le ministre d'Etat II, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Economie et des Finances, de la Justice, de la Sécurité intérieure et de la Lutte contre la Drogue sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 29 mai 1990.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION DES RECETTES DOMANIALES ET DE LA CONSERVATION FONCIERE

AVIS DE BORNAGE

Il sera procédé aux dates ci-après au bornage contradictoire des immeubles ci-dessous désignés dont l'immatriculation a été demandée par le directeur des Domaines et le directeur de l'Administration centrale du ministère de l'Agriculture à Abidjan selon les réquisitions suivantes :

Réquisition n° 9 466 : Terrain urbain de 22 a 72 ca sis à Abidjan-Zone 4 A et borné : au nord, par le boulevard de Marseille ; aux autres côtés par des terrains non immatriculés.

Opération fixée au lundi 9 juillet 1990, à 8 h 30 du matin.

Réquisition n° 9 407 : Terrain urbain de 12 a 26 ca sis à Yamoussoukro-Kokréno et borné : au nord, par une rue non dénommée ; au sud, par le lot n° 1 709 ; à l'est, par le lot n° 1 710 ; à l'ouest, par le lot n° 1 712.

Opération fixée au vendredi 27 juillet 1990, à 16 heures.

Réquisition n° 9 143 : Terrain urbain de 12 a 50 ca sis à Yamoussoukro-Kokréno et borné : au nord, par le lot n° 2 323 ; au sud, par le lot n° 2 327 ; à l'est, par le lot n° 2 326 ; à l'ouest, par une rue non dénommée.

Opération fixée au vendredi 27 juillet 1990, à 17 heures.

Réquisition n° 8 932 : Terrain semi-urbain de 6 953 ha 71 a 75 ca sis dans la sous-préfecture de Tiébissou et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés.

Opération fixée au samedi 28 juillet 1990, à 9 h 30 du matin.

Réquisition n° 8 935 : Terrain urbain de 396 hectares sis à Kossou et borné de tous les côtés par des terrains non immatriculés.

Opération fixée au samedi 28 juillet 1990, à 10 h 30 du matin.